



I Citoyenneté

► [L'innovation associative. Livre blanc.](#)

Le Rameau (Laboratoire de recherche) ; GPMA. Décembre 2017. 68 p.

Au sommaire : le secteur associatif au cœur de l'innovation sociétale (un acteur socio-économique atypique et mal connu, un processus d'innovation spécifique, les enjeux). ; l'innovation associative en action : exemples de pratiques et illustrations.

I Cohésion et action sociale

► [L'investissement social : quelle stratégie pour la France ?](#)

C. Avenel, M. Boisson-Cohen, D. Dauphin et al. - Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po Paris (LIEPP) ; CNAF ; DGCS ; France Stratégie.

La Documentation française. Décembre 2017. 147 p.

Cet ouvrage rassemble les principaux éléments présentés et discutés au cours du cycle de séminaires « *L'investissement social : quelle stratégie pour la France ?* » organisé entre janvier 2016 et janvier 2017. Deux principaux objectifs ont guidé ces séminaires. Le premier était de clarifier le concept d'« investissement social » pour mieux saisir son contenu et son utilité pour l'action. Le second, de préciser les défis opérationnels de l'investissement social pour ce qui concerne la France.

I Développement durable

► [Pour une stratégie française de la finance verte.](#)

Rapport au ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et Solidaire.

S. Lemmet ; P. Ducret.

Décembre 2017. 111 p.

Le développement de la finance verte s'est accéléré depuis 2015. Beaucoup reste encore à faire pour aligner les flux de capitaux avec les objectifs de l'Accord de Paris. La France peut continuer à avoir un rôle pionnier au service de la transition énergétique et écologique et de la place financière de Paris.

La mission propose 4 axes de recommandations pour une stratégie française en faveur de la finance verte.

► [Villes petites et moyennes : une conviction environnementale.](#)

D. Deville.

Urbanews. Décembre 2017. En ligne.

Face à la métropolisation croissante des grandes villes françaises, la libéralisation des marchés et aux phénomènes concomitants de désindustrialisation et de périurbanisation, de nombreuses villes françaises font

aujourd'hui face à d'importantes crises économiques (Béal et al, 2017). Ce sont souvent des villes petites ou moyennes, enclavées en province et anciennement industrielles. Analyse.

I Développement économique

► [La relocalisation industrielle en France : un retour vers le futur ?](#)

François Raulin ; Fabien Nadou.

The Conversation, 9 janvier 2018. En ligne.

Depuis quelques années, on constate un retour en France de plusieurs industries qui s'étaient délocalisées dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est plus faible. Même si cette tendance reste timide, plusieurs entreprises de renom ont fait le choix de relocaliser en totalité ou en partie leurs sites de production en France. Pourquoi certaines industries décident de relocaliser leurs activités en France ? Quels sont les facteurs favorables et qui conduisent à cette tendance ? L'article propose quelques clés de compréhension.

► [Comment réconcilier ville et commerce ?](#)

Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Janvier 2018. 56 p.

Ce colloque, nourri d'expériences françaises et européennes, a permis de mettre en débat les principaux enjeux socio-économiques, environnementaux et de cohésion territoriale afin de dégager une nouvelle approche pour le devenir des centres-villes et des périphéries commerciales.

I Développement territorial

► [Quelle gouvernance à grande échelle ?](#)

Traits urbains, n° 93. Janvier 2018. pp. 16-25.

Au sommaire du dossier central : l'alliance des territoires : de la volonté à la pratique. InterScot girondin : la difficile émergence d'une vision. Ile-de-France : les intercos ont du mal à faire territoire. Marseille-Provence : vers un futur PLUI métropolitain. Métropole lilloise : le plus grand PLU de France.

I Education

► [L'éducatif local, c'est l'affaire de tous !](#)

Labo-Cités [CRDSU].

Cahiers du développement social urbain, n° 66. 2e semestre 2017. 48 p.

Ce numéro fournit des repères sur les dispositifs nationaux, valorise des actions locales et donne la parole aux principaux concernés : les jeunes et les acteurs de terrain. Il a pour objectif de décrypter comment la solidarité, fondement de la question éducative dans le cadre de la politique de ville, est aujourd'hui mise en œuvre.

I Jeunesse

► [Regards sur la mobilité internationale des jeunes d'outre-mer.](#)

C. Leroux ; F. Ihaddadene - Injep.

Cahiers de l'action : jeunesses, pratiques et territoires, n° 49. Décembre 2017. 80 p.

Comment les dispositifs pensés en métropole et en Europe peuvent-ils s'appliquer dans des territoires caractérisés par l'éloignement géographique avec les lieux de décision ? Dans quelle mesure, chacune des situations spécifiques peut-elle être prise en compte pour comprendre ces mobilités ? Ce numéro de la collection « *Cahiers de l'action* » tente d'apporter des pistes de réflexion à ces questions.

I Lutte contre les discriminations

► [Les discriminations dans l'accès au logement en France.](#)

J. Le gallo ; Y. L'Horty et al.

Travail, Emploi et Politiques Publiques (TEPP) - CNRS. n° 2017-11. Décembre 2017. 41 p.

La méthode du *testing* n'a pas encore été appliquée à grande échelle en France pour mesurer les discriminations dans l'accès au logement. Des expérimentations ont déjà été menées sur ce thème mais avec des échantillons restreints ou sur des territoires particuliers. Dans cette étude, les auteurs ont mesuré l'ampleur de la discrimination dans l'accès au logement du parc privé à l'aide d'un *testing* de couverture nationale, représentatif de chacune des 50 plus grandes aires urbaines de France métropolitaine. Il inclut un large spectre de motifs de discriminations : âge, origine, lieu de résidence notamment.

I Métropoles

► [Piloter la métropole, une histoire de valeurs. Régulation métropolitaine en France et en Suisse.](#)

M-A. Messer ; V. Kaufmann et al.

Université Lyon 2 - Riate. Décembre 2017. 18 p.

Cet article se propose d'étudier comment émerge un nouveau périmètre de l'action publique à l'échelle de l'aire métropolitaine, et cela dans deux contextes historiques et institutionnels différents (France et Suisse). Les auteurs se basent pour cela sur une analyse de littérature et d'enseignements empiriques, issus principalement, pour les cas français, des travaux réalisés dans le cadre de la plateforme *Popsu2*.

I Montagne

► [Rapport d'information sur la mise en application de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.](#)

Marie-Noëlle Battistel ; Jean-Bernard Sempastous.

Assemblée nationale - Commission des affaires économiques. Décembre 2017. 54 p.

L'objet du présent rapport est de réaliser un bilan d'étape, un an après l'adoption de la loi « Montagne 2 » (en résonnance avec la loi votée en 1985), des principales mesures qu'elle contient. La première partie du rapport se concentre sur les décrets d'application qui sont réclamés par la loi « Montagne 2 » ; la seconde fait le point sur les politiques publiques dont le suivi parlementaire est jugé nécessaire pour veiller à leur bonne application dans les territoires de montagne.

I Numérique

► [Les enjeux de la transition numérique pour les acteurs de l'habitat. Actes de séminaire.](#)

Acteurs de l'habitat. Cycle de séminaires « *Quoi de neuf, chercheurs ?* ».

Janvier 2018. En ligne.

Cette journée a permis de s'interroger sur les transformations économiques, sociétales, politiques, citoyennes, environnementales induites ou révélées par la transition numérique, le rôle des acteurs, des habitants-citoyens et des politiques publiques. Au programme des trois ateliers : La transition numérique : quels impacts pour les habitants / citoyens, la prise en compte de leurs usages, la relation de service ? ; La transition numérique : quels impacts pour les acteurs de l'habitat, leurs métiers, leurs organisations ? ; Smart-city : gouverner, gérer, vivre la ville autrement ?

► [Territoires : la vague numérique.](#)

Intercommunalités, n°225, décembre 2017. pp 10-19.

Annoncée depuis plus de vingt ans, la révolution numérique est devenue une gigantesque déferlante qui transforme tous les usages et l'ensemble des rapports sociaux. Si elle ouvre de réelles perspectives aux collectivités dans la mise en œuvre de leurs politiques et la gestion de leurs services, ses dérives appellent aussi des régulations auxquelles les autorités locales peuvent et doivent participer.

Parmi les contributions au dossier : l'interview de Mounir Mahjoubi, regards croisés sur l'atelier «numérique» de la Conférence nationale des territoires, et des retours d'expérience de territoires.

I Politique de la ville

► [Habiter, travailler, se déplacer : la politique de la ville au défi des inégalités.](#)

M-C. Jaillet ; N. Rio ; Y. L'Horty et al.

Centres de ressources politique de la ville en Ile-de-France. Décembre 2017. 95 p.

Les centres de ressources politique de la ville franciliens publient les Actes d'une rencontre régionale organisée en novembre 2016. Alors que la politique de la ville doit mobiliser le droit commun au bénéfice des quartiers, comment ses acteurs peuvent-ils, chacun à leur niveau, tisser des liens entre les politiques publiques d'habitat, de transport et d'emploi ? Comment construire et promouvoir une vision et des méthodes plus globales pour la ville et ses quartiers ?

I Population

► [Du nord au sud, les mouvements naturels et migratoires opposent les départements.](#)

V. Vallès - Insee.

Insee focus, n° 107. Décembre 2017. En ligne.

De 2010 à 2015, les populations ont évolué différemment d'un département à l'autre en fonction des mouvements naturels (naissances et décès) et des entrées et sorties sur le territoire départemental. Les excédents naturels, liés à la jeunesse de la population, sont l'apanage des départements les plus urbanisés. Les excédents des entrées sur les sorties reflètent l'attractivité du Sud et de l'Ouest, même si celle de la façade méditerranéenne fléchit. Sous l'effet des migrations, les écarts de dynamiques de population sont plus marqués qu'auparavant.

► En complément, [l'évolution démographique analysée région par région](#) dans les Insee Flash régionaux de décembre 2017.

I Société

► [Ce qui est en partage. Entretien avec Marie Cornu.](#)

La vie des idées.fr, janvier 2018. 12 minutes (vidéo).

À l'occasion de la parution du *Dictionnaire des biens communs**, Marie Cornu s'interroge sur le concept de biens communs et ses usages. Si elle est intrinsèquement pluridisciplinaire, la notion renvoie aussi à une multiplicité d'expériences sociales qui se vivent comme autant de ripostes au modèle actuel de la propriété.

* *Dictionnaire des biens communs*/ Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochefeld. PUF, 2017. 1280 p.

I Transition environnementale

► [Les acteurs économiques et l'environnement. Edition 2017.](#)

Insee Références. Décembre 2017. 180 p.

Cette édition 2017 rassemble analyses et indicateurs visant à dresser un panorama synthétique des interactions qui existent entre l'environnement et l'économie en France. Focus sur 3 fiches de référence : "L'environnement en France" ; "Les acteurs économiques face aux défis environnementaux" ; "Transitions écologique et énergétique".

► **Ecologie industrielle et territoriale.**

Revue économie régionale et urbaine (RERU). n°2017-5. Décembre 2017.

Prochainement en ligne sur Cairn.

Se référer notamment aux trois articles suivants : "Écologie industrielle et territoriale à l'heure de la transition écologique et sociale de l'économie" ; "Écologie territoriale et métabolisme urbain : quelques enjeux de la transition socio-écologique" ; "La mobilisation du capital territorial pour le développement d'une logique industrielle et territoriale".

I Urbain

► **Qui gouverne la smart city ?**

Urbanisme, n°407, hiver 2017. pp 31-67.

La smart city est partout, en tout cas dans tous les discours. La seule question qui vaille est celle de sa gouvernance. Et pour savoir qui la gouverne, il faut d'abord la penser. Les contributions de ce dossier reviennent sur le rôle des technologies du numérique et les acteurs qui les portent dans la construction et le fonctionnement de nos villes, et donnent un aperçu des réflexions en cours sur les questions plus « politiques », notamment celles liées à la régulation et à la gouvernance. Le dossier revient aussi sur une vaste étude comparative dans 6 villes des pays de Sud.

► **Le projet MySmartLife. Transition des villes européennes vers un nouveau modèle de vie et d'économie intelligente.**

L'objectif du projet *MySmartLife*, lauréat du programme H2020 de la commission européenne sur les villes intelligentes, est de définir une stratégie urbaine de transition énergétique, en tirant parti des opportunités offertes par les nouvelles technologies et grâce à l'expérimentation de nouveaux modèles économiques. Trois villes européennes serviront de terrain d'expérimentation : Nantes, Hambourg et Helsinki. Des solutions innovantes seront testées dans différents domaines, tels que l'électro mobilité, la participation citoyenne, la production et le stockage d'énergie renouvelable, la gestion des données urbaines, la gestion intelligente de l'éclairage public...Après une évaluation rigoureuse, les solutions proposées ont vocation à être répliquées à plus grande échelle dans d'autres villes européennes. A Nantes, le Cerema est l'un des partenaires du projet.

I Union européenne

► **Les conséquences socio-économiques potentielles du Brexit dans les régions de la façade atlantique française.**

Contribution des Cese de l'Atlantique, décembre 2017. 27 p.

Dans le prolongement d'une contribution adoptée par le Cese de Bretagne en décembre 2016, et en réponse à une sollicitation du Président de la Commission Arc Atlantique, les Cese de l'Atlantique ont conduit des travaux exploratoires sur les conséquences du Brexit pour les régions de la façade atlantique. Leur contribution met en avant des points de vigilance, des secteurs susceptibles d'être concernés en raison de par leurs fortes interactions avec le Royaume-Uni, ainsi que de possibles opportunités. Les Cese de l'Atlantique incitent les Régions de la façade à prendre pleinement la mesure des conséquences socio-économiques potentielles sur leurs territoires, à anticiper et à agir collectivement pour que ces enjeux spécifiques puissent être pris en compte dans les négociations.

► Les effets du Brexit en Normandie.

Contribution présentée par Nicole Orange, avec le concours d'Isabelle Labiche.

Ceser Normandie, décembre 2017. 58 p.

18 mois après le vote britannique, des négociations lentes et compliquées sont toujours en cours entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Du cas des résidents britanniques en Normandie aux liaisons transmanche en passant par l'avenir des quotas de pêche, les Ceser de l'Atlantique et le Ceser de Normandie cherchent à anticiper, dans la mesure des connaissances actuelles, les conséquences du Brexit sur la région. L'incertitude domine, mais des opportunités sont à saisir...

► L'impact potentiel du Brexit en Normandie.

Agence d'Urbanisme de Caen Normandie Métropole

Act'Urba #16, décembre 2017. 20 p.

Dans le cadre des travaux de la Vallée de la Seine, l'Agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole a mené un exercice de prospective visant à apprécier l'impact potentiel du Brexit en Normandie. Cette publication synthétise l'ensemble des réflexions et préconisations du groupe de prospective. Et suggère des orientations pour faire face, de façon « proactive », aux incertitudes qui pèsent sur l'avenir des relations entre la Normandie et le Royaume-Uni.

I Actualité législative et réglementaire

- Circulaire du 3 janvier 2018 relative à la mise en œuvre du Grand plan d'investissement (GPI).
- Décret n° 2017-1860 du 30 décembre 2017 modifiant le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires.
- Décret n° 2017-1845 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au préfet.
- Décret n° 2017-1810 du 28 décembre 2017 pris pour l'application du III de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation [Exemption du dispositif SRU pour 2018 et 2019 - Liste des communes appartenant à des agglomérations ou EPCI à fiscalité propre].
- Décret n° 2017-1763 du 26 décembre 2017 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires.
- Arrêté du 29 décembre 2017 portant nomination à l'Observatoire des territoires.
- Décret n° 2017-1778 du 27 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Clermont Auvergne Métropole ».
- Circulaire du 22 décembre 2017 relative à l'association des parties prenantes à la co-construction de la politique de la ville.

I Focus Territoires



Auvergne-Rhône-Alpes
► Nouvel espace régional et dynamiques métropolitaines.



Auvergne-Rhône-Alpes
► Les villes moyennes à l'horizon 2050.



Grand Est
► Production et circulation des richesses dans le Grand Est :

Tome 1 : Géographie physique, humaine et urbaine.

Insee Dossier Auvergne-Rhône-Alpes, n° 2, 29/12/2017. 57 p.



Ceser Auvergne-Rhône-Alpes, section Prospective.

Décembre 2017. 48 p.

► [Rapport](#)

► [Synthèse](#)

les réciprocity territoriales en question.

Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (Adeus).

Les Notes de l'Adeus n° 254, décembre 2017. 8 p.



Île-de-France

► [Habitat du futur.](#)

Ceser Ile-de-France, Commission Ville, habitat et cadre de vie
Décembre 2017. 37 p.

► [Rapport](#)

► [Synthèse](#)

Île-de-France

► [En Ile-de-France, la pauvreté s'est intensifiée dans les territoires déjà les plus exposés.](#)

V. Bayardin, J. Herviant, D. Jabot et al.

Insee Analyses Ile-de-France, n° 76, 21 déc. 2017. 4 p.

Nouvelle-Aquitaine

► [En Nouvelle-Aquitaine, les banlieues et les couronnes des aires urbaines bénéficient de l'attractivité de la région.](#)

C. Lacour - Insee.

Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine, n° 50, janv. 2018. 4 p.



Nouvelle-Aquitaine

► [Faire territoire\(s\).](#)

Ceser Nouvelle Aquitaine, section Veille et Prospective.

Décembre 2017. 2 tomes : 120 p + 120 p.



Outre-mer

► [La Polynésie française : allier autonomie dans la République et subsidiarité dans la collectivité.](#) Rapport d'information.

C. Troendlé, M. Darnaud.

Sénat - Commission des lois, n° 165 (2017-2018), déc. 2017. 68 p.



Provence-Alpes-Côte d'Azur

► [De l'intelligence territoriale en région Paca - Réinventer l'action publique pour et par la société civile.](#)

Ceser Paca, décembre 2017. 36 p.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Cellule de veille - Direction des stratégies territoriales.

Nous contacter : enquêtesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)